



Syndicat National Force Ouvrière
des Finances Publiques
Section du Calvados

DDFiP du Calvados - 7, bd Bertrand - 14034 Caen Cedex

fo.ddfip14@dgfip.finances.gouv.fr

Permanence : 02.31.38.34.61

Première Organisation Syndicale dans le Calvados

Audience avec Monsieur Vincent Mazauric, Directeur général adjoint des finances publiques Cabourg - 15 mars 2017

Monsieur le Directeur général adjoint,

Notre maison s'apparente de plus en plus au bateau ivre de Rimbaud, un bateau sans maître, chahuté par les flots qui finit par couler.

Ce parallèle pour vous exprimer l'état désespérant de nos services et le degré de lassitude de nos collègues à tous les niveaux de la hiérarchie. Chaque année 30 suppressions d'emplois viennent compléter une liste ouverte depuis plus de 10 ans qui s'allonge dans l'indifférence la plus complète.

L'horizon s'éloigne années après années sans espoir d'embellie. Les collègues n'ont aucune idée du cap et craignent de finir droit dans la falaise.

Nous souhaitons aborder plusieurs points :

S'il est une notion à laquelle les agents sont attachés, c'est bien le sens du service public. Malheureusement, il semblerait que cette notion soit dépassée, puisque ceux qui nous gouvernent s'y soustraient allègrement. Ils ont remplacé cette notion par rentabilité et économies, quitte à laisser des pans entiers de population au bord du chemin : personnes fragiles, âgées, en grande difficulté... C'est la première fracture entre les agents et notre direction générale. Ce n'est pas la moindre.

A la fierté d'exercer un métier qu'ils aiment et qu'ils ne peuvent plus exercer comme ils le souhaitent faute de moyens humains suffisants, la réponse de la direction générale est toujours la même : problème d'organisation, création de pôles, départementaux, régionaux, voire supra régionaux, restructurations, densification. C'est la seconde fracture, le sentiment de n'être jamais écoutés, de se sentir déconsidérés et quasiment responsables des difficultés. C'est très difficile à accepter.

Difficile d'expliquer aux agents que le recours aux services civiques, aux retraités pour faire des vacances n'a pas pour but d'atténuer le manque criant de bras dans les services. C'est pourtant ce dont nos dirigeants tentent de les convaincre... sans succès.

FO-DGFIP au quotidien auprès des agents connaît la réponse à leur mal être : plus d'agents, c'est moins de stress, c'est plus d'efficacité, c'est enfin un meilleur service rendu au public et aux ordonnateurs ! C'est pourquoi lors du dernier CTL, **les représentants FO-DGFIP** ont demandé à notre directeur de ne pas ajouter pour 2018-2019 de nouvelles restructurations alors que se profile la mise en place du prélèvement à la source et que le paysage est instable du côté des collectivités locales avec les regroupements de communes, d'intercommunalités et les redistributions de compétences.

Avec FO, poursuivons ensemble la conquête de droits nouveaux !

Les représentants FO-DGFiP ont demandé à maintes reprises un arrêt des restructurations, des fermetures de postes et services au moins le temps de faire le point et d'en mesurer les impacts tant sur la population que sur les services et les personnels. Toutefois, nous assistons à une accélération et à un empilement de réformes en tout genre, pas toujours conduites avec le niveau de préparation normalement attendu dans une Administration comme la nôtre et sans jamais mettre sur la table le début d'une évaluation et d'un recensement objectif des charges de travail. Le numérique ne peut pas tout et le repli généralisé du réseau aboutit à l'abandon de pans entiers du territoire.

Pour **FORCE OUVRIERE**, il est urgent d'attendre que le paysage territorial se stabilise. Il est grand temps de laisser les agents souffler.

Pour **FORCE OUVRIERE**, les restructurations à tout va, ce n'est pas du pilotage, c'est une fuite en avant dans la brume la plus complète !

Les représentants FO-DGFiP ne peuvent pas faire l'impasse sur le PAS (prélèvement à la source). Ils dénoncent une usine à gaz qui va générer un surcroît de travail énorme. Ils craignent que les entreprises pour des raisons diverses ne reversent pas les sommes collectées. Le taux de recouvrement de l'impôt sur le revenu particulièrement élevé risque de s'effondrer. Quelle déception encore pour les agents qui avaient acquis une réelle technicité et vont perdre cette mission.

Quel bénéfice pour l'Etat, si ce n'est le risque, compte tenu des difficultés économiques actuelles, de voir les entreprises incapables de reverser les sommes collectées, alors même qu'une généralisation de la mensualisation avec toutes les modulations qu'elle permet aurait suffi.

Nous souhaitons également aborder le sujet du dialogue social, que se plaisent tant à prôner ceux qui nous dirigent. Force est de constater que plus on le définit, plus on l'encadre, plus il s'évapore. Dernière preuve en date, la remise en cause du remboursement des frais de déplacements des suppléants dans les réunions institutionnelles qui a conduit notre direction à mettre à l'ordre du jour la modification du règlement intérieur du comité technique local. Après une discussion longue et animée, la réponse à notre mécontentement et à nos propositions d'amendements est une fin de non recevoir. Il en va ainsi de toutes les décisions qui vont à l'encontre des agents. Les projets restent en l'état et les représentants du personnel sont reconvoqués sur un projet qui n'a pu être modifié. Ils doivent se contenter d'avoir pu s'exprimer en sachant qu'ils ne sont jamais entendus. Il en va ainsi du dialogue social dans nos services.

Sur le plan local, cette modification décidée en cours de mandat, restreint grandement l'exercice de la représentation des personnels en privilégiant les collègues de Caen au détriment de tous les autres. **Les représentants FO-DGFiP** ont rappelé que la composition de la liste **FO-DGFiP** au CTL avait été élaborée en tenant compte de la géographie du département et du métier exercé par les uns et les autres afin qu'ils soient les véritables représentants de tous les agents.

Pour conclure et cadrer avec l'objet de votre visite à Cabourg aujourd'hui, nous souhaitons vous faire part de nos réserves quant aux projets de restructurations et la manière de les mettre en œuvre. Cabourg est l'illustration même du peu de moyens dont dispose notre administration et du peu d'égard envers nos partenaires que sont les ordonnateurs. Au fil des années nous quittons des sites mis à disposition par les collectivités leur laissant à gérer les emprunts. Ce fut le cas des trésoreries de Pont l'Evêque, du Beny Bocage, de Dives sur Mer. Quelle crédibilité avons-nous pour solliciter de nouvelles implantations ou des travaux lors des regroupements quand l'avenir est si incertain et que notre présence n'est pas forcément pérenne. Et pourtant vous tentez encore de convaincre des Maires de nous mettre à disposition de nouveaux locaux. Nos directeurs sur le terrain ne ménagent pas leurs efforts pour tenter de faire au mieux, sollicitant au passage lourdement les équipes techniques et les services budget et logistique mais force est de constater que les marges de manœuvre sont limitées.

Vous ne nous empêchez pas de penser que votre visite a d'autres buts que la simple inauguration d'une banale restructuration.

FO-DGFiP 14 agit sur tous les fronts pour l'ensemble des agents et pour la défense de toutes les missions !

Avec FO, poursuivons ensemble la conquête de droits nouveaux !